



SciencesPo.

CERI  
CNRS

## ISLAM ET POLITIQUE EN ASIE CENTRALE

### VINGT ANS DE RECOMPOSITION

Bayram Balci \*

Depuis la disparition de l'Union soviétique en 1991, les États d'Asie centrale n'ont eu de cesse de se réinventer et de reconstruire une légitimité politique et culturelle dans les limites imposées d'une entité aux frontières fragiles, puisque créées de toutes pièces par la politique soviétique des nationalités. Les choix politiques que doit assumer chacun de ces nouveaux pays ont dès lors été dictés par le besoin impérieux de se distinguer du voisin, avec lequel la frontière historique, ethnique, linguistique, culturelle est si floue, et partant la proximité si forte, qu'elle menace parfois sa légitimité.

Au cœur de ces nouvelles identités nationales, l'islam est ainsi soumis à diverses déformations et distorsions, afin de répondre aux attentes de l'État comme à celles d'une communauté qui renoue progressivement avec son héritage culturel. Le renouveau de l'islam en Asie centrale est donc singulier à plusieurs titres. Cette problématique concerne, bien qu'à des degrés divers, tous les pays issus de l'URSS : Kazakhstan, Kirghizstan, Ouzbékistan, Tadjikistan et Turkménistan. L'islamisation de l'espace centre-asiatique est

ancienne, puisque les conquérants arabes y arrivèrent dès 751, mais elle ne fut pas uniforme et s'étala sur plusieurs siècles selon les provinces.

Toutes les actuelles républiques d'Asie centrale ont été sous influence culturelle russe depuis le XIX<sup>e</sup> siècle et marquées par les mouvements de pensée révolutionnaires, puis par le sécularisme et les mêmes politiques de lutte contre le phénomène religieux. Depuis 1991, l'islam y connaît un renouveau multiforme, alimenté à la fois par les traditions locales et par des courants étrangers reflétant les diverses sensibilités islamiques. Le rapport entre le politique et le religieux s'y établit en fonction de contraintes qui diffèrent selon la propension des États à utiliser la composante islamique dans leur (re)construction nationale.

## **LES INDEPENDANCES ET LE RENOUVEAU ISLAMIQUE**

### **Un renouveau avant tout local**

Idéologie communiste et athéiste oblige, dans la totalité de l'Union soviétique, tout fait religieux fut officiellement interdit et réprimé pendant la majeure partie du XX<sup>e</sup> siècle. Dans la pratique, l'attitude envers l'islam témoigne de plus d'ambivalence : certaines autorités religieuses ont continué malgré tout à former des disciples et des cadres religieux, ce qui, au moment des indépendances permit le renouveau de l'islam.

A la fin des années 1980, le vent de liberté apporté par la Perestroïka et la Glasnost de Mikhaïl Gorbatchev changea profondément la situation. Autorisant et encourageant même les interrogations identitaires, il éveilla des sentiments qui n'avaient jusque-là pas droit de cité. Ainsi, avant même la disparition de l'Union soviétique, des intellectuels musulmans de plusieurs nationalités fondèrent dans la ville russe d'Astrakhan le Parti du renouveau islamique (PRI). Apolitique à l'origine, son discours ne remettait en cause ni le régime ni les frontières soviétiques. À l'échelle locale, des associations ou cercles informels à caractère islamique furent créés dans plusieurs républiques, comme *Adolat* (Justice) dans la ville ouzbèke de Namangan.

Les indépendances de 1991 accélèrent le phénomène. Pour marquer la rupture avec l'idéologie soviétique, les anciens communistes devenus les nouveaux dirigeants adoptèrent une ligne politique fondée sur un nationalisme réaffirmé, qui les conduisit à changer radicalement d'attitude à l'égard de l'islam. Il n'était plus question de réprimer la religion mais, bien au contraire, de la restaurer dans son rôle central de marqueur culturel et identitaire. Une plus grande visibilité fut donnée à la religion dans l'espace public et la pratique religieuse connut un réel développement.

De nouvelles mosquées et centres d'enseignement religieux furent construits. Chaque État d'Asie centrale mit en œuvre une politique de gestion du religieux, gérée par des structures officielles spécialement créées, comme les Comités et les Directions des affaires religieuses. Toutefois, sans l'impulsion et l'influence de mouvances extérieures, ces ressources locales n'auraient pas suffi à elles seules à provoquer l'important renouveau islamique des premières années des indépendances.

### **Les influences étrangères**

La Turquie, qui fut le premier pays à reconnaître les nouveaux États indépendants dont la plupart lui sont proches par la langue, la culture et la religion, a été à l'origine de nombreux mouvements prosélytes. Avant même les déclarations d'indépendance, dès l'ouverture de l'espace aérien et terrestre de l'ex-URSS, des commerçants turcs se sont rendus dans ces pays pour y répandre diverses idéologies islamiques, en s'appuyant sur le développement d'une intense activité commerciale et économique.

Trois tendances méritent une mention particulière. La plus importante, par son dynamisme, est celle d'une influente communauté religieuse, appelée *fethullahci*, menée par le charismatique Fethullah Gülen. Porteur d'un islam modéré et teinté de patriotisme turc, ce mouvement a créé par le biais du commerce et de la coopération éducative un vaste réseau d'écoles dans tous ces pays. Bien que laïque, son programme cherche à concilier islam, modernité, nationalisme ethnique et libéralisme économique. Présent à l'heure actuelle dans

toute l'Asie centrale, à l'exception de l'Ouzbékistan d'où il a été chassé, ce mouvement a toutefois réduit son activisme islamique, pour se limiter à l'enseignement, activité étroitement surveillée par le système éducatif de chaque pays, résolument séculier.

Se concentrant exclusivement sur les activités religieuses et affichant plus clairement ses intentions prédicatives islamiques, un deuxième courant s'inscrit dans la tradition *naqshbandie*<sup>1</sup>. Incarné par Osman Nuri Topbash, dont les livres ont été traduits dans bon nombre de langues d'Asie centrale, il a mené une importante politique de formation de nouveaux cadres islamiques, sur place dans des madrasa spécialement créées à cet effet comme en Turquie où la mouvance dispose de nombreux établissements éducatifs privés, écoles coraniques, etc. D'autres mouvements islamiques turcs, de moindre importance, sont également partis pour réislamiser les musulmans de l'ex-URSS, à l'instar des disciples de Suleyman Tunahan<sup>2</sup>, spécialisés dans l'implantation de centres d'apprentissage de la lecture du Coran.

Enfin, la République turque, bien que fondée sur des institutions politiques laïques, a elle aussi mis en œuvre une politique religieuse spécifique vis-à-vis de ces pays. Par le biais de son organisme officiel responsable des questions religieuses, la *Diyane*<sup>3</sup>, elle a ouvert des bureaux de représentations, où un attaché aux affaires religieuses, en collaboration avec les autorités islamiques officielles locales, coordonne les programmes d'action de la Turquie en matière de construction de mosquées, de formation de nouvelles élites et de gestion des facultés de théologie bénéficiant de financements turcs.

Ensuite le *hadj*, le pèlerinage à La Mecque, quasiment inexistant pendant la période soviétique, a connu un développement considérable après 1991 quand des milliers d'Ouzbeks, de Kirghizes et autres prirent le chemin de l'Arabie saoudite.

---

<sup>1</sup> Ordre mystique qui tire son nom de son principal penseur, Bahâ'uddin Naqshband (1317-1388), né dans les environs de Boukhara, dans l'actuel Ouzbékistan, et présent à l'heure actuelle, sous des formes variables, dans le monde entier.

<sup>2</sup> Suleyman Hilmi Tunahan (1881-1959) est le fondateur d'un mouvement qui a marqué l'islam turc.

<sup>3</sup> Cette direction des affaires religieuses est l'instance officielle qui gère l'islam en Turquie (éducation religieuse, culte, établissements religieux, relations extérieures, etc.).

La circulation des hommes, des marchandises et des idées entre l'Asie centrale et la péninsule arabique rétablie par le biais du pèlerinage, du tourisme religieux en général mais aussi du commerce, a considérablement profité au renouveau de l'islam dans toute l'ex-URSS. Ces liens avec le monde arabe résultent aussi de l'implication des communautés de migrants et diasporas installées en Arabie saoudite depuis plusieurs décennies. Les Ouzbeks et Ouïghours, descendants des rescapés des purges stalinienne des années 1930 en Union soviétique et de la répression maoïste dans la Chine des années 1960, ont pu, à partir des années 1990, renouer des liens avec la « mère patrie », et contribuer ainsi à la réislamisation de leur communauté d'origine.

Enfin, le réveil de l'islam dans les républiques de l'ex-URSS doit très peu à la politique de l'Iran, et ce pour plusieurs raisons. En Asie centrale, l'islam est très largement sunnite. L'unique et faible minorité chiite du Tadjikistan est adepte du courant ismaïlien, mal considéré par toutes les tendances du chiisme duodécimain majoritaire en Iran. Par réalisme et pragmatisme politique, l'Iran, conscient du faible impact de son message en Asie centrale largement sunnite et/ou sécularisée, n'a guère cherché à exporter sa vision de l'islam dans ces pays.

En revanche, une organisation islamique transnationale, originaire du sous-continent indien, *la Jama'at al Tabligh*, est en train de s'installer à une vitesse spectaculaire dans plusieurs villes du Kirghizstan et du Kazakhstan, plus faiblement dans les autres républiques où elle est interdite d'existence.

#### **D'UN ISLAM SOVIETIQUE MONOLITHIQUE A DES ISLAMS NATIONAUX DIVERSIFIES**

Relativement homogène pendant l'ère soviétique – telle était du moins l'image que d'aucuns pouvaient avoir d'un islam atrophié et contenu dans la seule sphère privée –, l'islam centre-asiatique, au fur et à mesure de sa sortie de la clandestinité et de son ouverture au monde, a pris la forme de multiples courants. Les principales tendances islamiques qui cohabitent et

se font concurrence dans ces pays ne sont pas isolées et entretiennent entre elles des relations. Elles sont également en interaction avec l'État régulateur plus ou moins interventionniste dans le domaine religieux.

### **L'islam officiel**

La plupart des pays musulmans de l'ex-URSS ont cherché à définir ce que devait être l'islam dit national, c'est-à-dire un islam répondant à des critères stricts, conformes aux intérêts de la nation et établis dans des structures administratives de gestion et de contrôle du culte. Les élites héritées de l'ère soviétique, encore marquées par le sécularisme forcené de l'ancien régime, entretiennent un rapport ambigu au religieux. Elles en reconnaissent l'importance en qualité de marqueur identitaire et d'outil politique tout en redoutant sa force de contestation et de mobilisation. Leur crainte s'exprime par le besoin de contrôler les consciences en imposant des structures officielles qui organisent le culte, nomment les imams et supervisent tous les réseaux d'éducation religieuse.

Dans la plupart des États d'Asie centrale, l'islam traditionnel, constitutif de l'héritage spirituel et moral de la population majoritairement hanafite, est teinté de soufisme et de confrérisme. Les autorités politiques semblent valoriser cet islam tout en veillant à le canaliser et l'orienter, ce qui parfois suscite la résistance de certains courants qui contestent la légitimité de l'État dans sa prétention à faire autorité en matière religieuse.

### **L'islam radical**

Les plus radicaux de ces courants prônent le *petit jihad*<sup>4</sup>, c'est-à-dire la lutte armée au nom de l'islam pour imposer son triomphe au sein de l'État et de la société. Cette tendance, appelée à tort *wahhabite*<sup>5</sup> par les pouvoirs politiques en place, se définit elle-même sous le

---

<sup>4</sup> Terme arabe polysémique, *jihad* signifie essentiellement « l'effort », la lutte menée par les premiers musulmans pour la diffusion de leur foi. On distingue le jihad actif ou *petit jihad*, qui prône la lutte armée par l'épée, du jihad passif ou *grand jihad*, qui préconise la diffusion de la foi par le cœur, c'est-à-dire par la parole et la prédication.

<sup>5</sup> Le wahhabisme, terme utilisé improprement et abusivement par les pouvoirs politiques dans toute l'ex-URSS pour combattre toute forme d'opposition islamique, quelle que soit sa nature, est un courant islamique originaire d'Arabie saoudite qui prône le retour à un islam très puritain. Les défenseurs de cette idéologie refusent l'appellation de *wahhabite*, devenue péjorative au profit de *salafiste*.

vocabulaire *salafi*<sup>6</sup>. Avec un léger penchant nihiliste qui la rapproche en cela des méthodes d'al-Qaïda, elle a été incarnée en Asie centrale par le Mouvement Islamique d'Ouzbékistan.

En Asie centrale, un islam radical, violent et jihadiste, a eu son heure de gloire dans la vallée de Ferghana au début des années 1990. Implanté dans la mouvance islamiste locale, mais bénéficiant de soutiens venus de l'étranger, dans un contexte de répression politique forte exercée par les régimes centre-asiatiques, notamment ouzbek, cette tendance islamique a surtout été incarnée par deux hommes, Juma Namangani et Tahir Yoldashev, et un mouvement politique ouvertement jihadiste, le *Mouvement islamique d'Ouzbékistan*. Expulsés de leur pays, l'Ouzbékistan, ces deux leaders se sont installés au Tadjikistan voisin, où le contexte de guerre civile leur a permis de structurer leur mouvement. En 1997, à la fin de cette guerre, le parti a trouvé refuge en Afghanistan où il s'est lié à al-Qaïda. Il prône ouvertement la destruction du régime ouzbek et son remplacement par un pouvoir et un État islamiques.

Très lié au régime taliban et à ses affidés d'al-Qaïda, le mouvement a ensuite été décapité. Tout d'abord, le 18 novembre 2001, il a perdu son chef militaire, Juma Namangani, dans le nord de l'Afghanistan, au cours d'une opération aérienne menée par l'armée américaine. Puis, le 27 août 2009, c'est l'idéologue du parti, Tahir Yoldashev, qui a été tué par un missile tiré par un drone américain. Le parti apparaît désormais très affaibli en Asie centrale mais il est encore assez influent dans les zones tribales pakistanaises où il collabore avec les talibans. L'élimination d'Oussama Ben Laden en mai 2011 devrait avoir un impact indirect sur les militants islamistes ouzbeks qui semblent déjà envisager de se scinder en plusieurs tendances.

---

<sup>6</sup> *Salaf* signifie « tradition » en arabe, et désigne les partisans de ce retour à l'islam tel qu'il existait à l'époque du Prophète Muhammad.

## **L'islam fondamentaliste**

Originaire de Jordanie, très engagé au départ dans la lutte pour la cause palestinienne, le *Hizb ul-Tahrir* s'est implanté en Asie centrale à partir du milieu des années 1990. S'inscrivant dans la mouvance de l'islam fondamentaliste mais non jihadiste, le mouvement prône l'avènement d'un gouvernement islamique supra-étatique qui regrouperait tous les régimes d'Asie centrale sous un califat musulman et qui, à terme, exercerait sa tutelle sur la communauté islamique mondiale. Actuellement, ses activités consistent essentiellement à diffuser une abondante littérature islamiste sous diverses formes (ouvrages, tracts, DVD, Internet), qui dénonce la corruption des régimes en place.

Sévèrement réprimée en Ouzbékistan et, dans une moindre mesure, au Tadjikistan et au Kirghizstan, cette mouvance ultrasecrète a rencontré un franc succès entre 2000 et 2005. Par sa phraséologie et ses méthodes d'organisation cellulaire, elle n'était pas sans rappeler les partis de type marxiste-léniniste, ressemblance qui pourrait expliquer en partie la popularité dont elle a joui dans un contexte d'absence de libertés politiques et religieuses et de difficultés économiques aggravées. Pourvoyeur d'espoir plus que de réel changement, ce parti, semble-t-il, aurait perdu l'essentiel de sa popularité et de son emprise sur la population. Née dans l'Inde britannique des années 1920, la *Jamaat al-Tabligh* a pour objectif de favoriser le renouveau de la pratique religieuse des musulmans d'Inde, soumis à la forte pression des organisations missionnaires chrétiennes occidentales, mais aussi à des actions de « reconversion » de la part d'organisations hindouistes. Devenue dans le contexte de la décolonisation une organisation islamiste transnationale à la faveur du phénomène migratoire qui s'est tissé entre l'Inde (et le Pakistan) et la Grande-Bretagne, l'Europe et le monde entier, la *Jamaat al-Tabligh* est présente en Asie centrale depuis le milieu des années 1990.

Elle est désormais fortement implantée dans tout le Kirghizstan, au Kazakhstan et, dans une moindre mesure et de manière clandestine, au Tadjikistan et en Ouzbékistan, où elle est interdite. Cette mouvance se caractérise par une forte activité de prédication. Invitant les musulmans à retrouver les chemins de la pratique religieuse, diffusant un islam minimal qui

insiste sur l'importance de la foi et de la pratique religieuse au quotidien, elle se concentre sur la promotion d'un courant conservateur, fondamentaliste mais nullement jihadiste et aucunement politique, c'est-à-dire ne portant pas de jugement de valeur ni sur la légitimité ni sur l'action des régimes en place.

Représentant une voie spécifique de cheminement vers Dieu, et jouant un rôle d'intercession entre le simple musulman et son Créateur, l'islam soufi concerne essentiellement la confrérie *naqshibendiyya*, qui tire son nom de son fondateur Bahauddin Naqshband qui vivait au XIV<sup>e</sup> siècle près de l'actuelle ville de Boukhara. Elle a réussi à devenir, au fil des siècles, une composante essentielle des identités ethniques locales, voire des différents systèmes politiques qui ont régi cette région. Affaiblie sous les empires russe puis soviétique, elle a tout de même continué à bénéficier d'une certaine aura au sein des populations locales.

Lors de la proclamation des indépendances en 1991, conscients de son prestige auprès des populations et rassurés par son caractère modéré, les pouvoirs politiques ont cherché à la revaloriser pour en faire un instrument de légitimation des nouvelles idéologies nationales. Ainsi, en Ouzbékistan, Islam Karimov a dès 1992 fait restaurer le mausolée du fondateur de cet ordre confrérique à Boukhara, et adopté une véritable politique d'État visant à promouvoir les idées maîtresses de la *naqshbandiyya*. L'objectif était de faire de cet islam un rempart contre l'islam radical et politique que défendent le Mouvement Islamique d'Ouzbékistan et les autres mouvances radicales. Cette politique a connu d'indéniables succès et s'est aussi traduite par une dilution de l'islam confrérique dans l'islam étatique.

### **Des interactions multiples**

Il est difficile de déterminer l'influence réelle de ces organisations islamiques dans la mesure où leur champ d'action varie souvent en fonction du contexte politique, social ou culturel et au gré des tribulations de leurs membres. En effet, s'il est aisé de faire la distinction entre le Mouvement islamique d'Ouzbékistan qui prône ouvertement la destruction des régimes d'Asie centrale, et les cercles confrériques qui se cantonnent à leur piétisme, il est moins aisé d'établir une ligne de démarcation nette entre les adhérents du *Hizb ul-Tahrir* et ceux de

la *Jama'at al-Tabligh*. Bien que non violentes toutes les deux, ces organisations ne défendent pas moins deux visions différentes du rapport au politique, la première se voulant éminemment politique, la seconde refusant toute ingérence dans ce domaine.

Quant aux militants et membres de ces organisations religieuses, leur parcours personnel n'est pas toujours linéaire et les passerelles d'un mouvement à l'autre sont nombreuses. Il n'est pas rare qu'une même personne commence sa formation dans une organisation avant d'en rejoindre une autre pour se forger une identité religieuse personnelle composite. Les relations institutionnelles entre les différentes tendances islamiques dépendent en outre de la manière dont l'islam officiel, incarné par la Direction des affaires spirituelles et le Comité d'État pour les affaires religieuses, gère le religieux au quotidien. Bien souvent, la conception normative de l'État, son obsession à vouloir définir le *vrai* et *bon* islam pour mieux le contrôler et asseoir son autorité, se révèle contreproductive et favorise la radicalisation des courants islamiques.

L'islam radical, après avoir connu un réel succès durant les premières années des indépendances, semble être entré dans une phase de déclin dans l'ensemble de l'Asie centrale. Ce reflux ne fait que se confirmer à mesure que se renforcent les nouveaux États. Si le recul du radicalisme est en partie lié à sa répression par les pouvoirs politiques, il s'explique également par l'émergence d'un islam politique modéré promu par les États eux-mêmes. Effet imprévu de la lutte menée par les pouvoirs séculiers contre l'islamisme, les sociétés ont été, en vingt ans d'indépendance nationale, relativement réislamisées par les régimes eux-mêmes. En cela, le renouveau islamique est paradoxalement une victoire de l'islamisme contre les États séculiers. Cette islamisation des sociétés se poursuit, mais ne se traduit nullement par une cléricisation des institutions. Bien au contraire, elle équivaut à des formes d'islam qui se construisent une place dans les cœurs, les esprits et, de façon plus visible, dans l'espace public sous le contrôle de l'État laïque.

**\*Bayram Balci est ingénieur de recherche CNRS au CERI**